

travailleurs qui devenaient riches pendant la guerre étaient des mensonges monstrueux. Tout cela a attiré les anciens combattants du côté de la classe ouvrière.

L'*American Legion*, patronnée par Wall Street, et les *Anciens Combattants des guerres étrangères* n'ont pas trouvé d'écho auprès des masses d'anciens combattants de la deuxième guerre mondiale. L'une des raisons en est que ces organisations réactionnaires sont dominées par les mêmes culottes de peau, avec lesquelles les anciens combattants ont eu une expérience de première main; contre leur système de caste, ils ont fait des manifestations de protestation grandioses. Notre parti a, pendant longtemps, pressé les syndicats d'organiser les anciens combattants. La direction syndicale officielle a cependant refusé de faire plus que d'organiser des comités d'anciens combattants dans chaque syndicat séparément. Ces comités ne sont pas coordonnés, et n'englobent pas non plus tous les anciens combattants dans chaque syndicat. Bien qu'on ait laissé passer le moment le plus favorable, il est encore temps pour les syndicats d'organiser les anciens combattants.

Pendant ce temps, le vide ainsi créé a été rempli par un cer-

tain nombre d'organisations d'anciens combattants dont aucune n'a remporté de succès considérable. La plus importante et la plus combattive de ces organisations est l'*American Veteran Committee*. Notre parti est pour la participation à ces organisations, particulièrement à l'AVC, en vue de mettre en avant un programme de lutte combattif et de promouvoir l'alliance entre les anciens combattants et le mouvement ouvrier.

La jeunesse est le plus grand réservoir du mouvement révolutionnaire. La génération « lock-outée » de la période d'avant guerre comprend maintenant une grande partie des anciens combattants. Leurs espoirs d'avenir et de travail futur à un salaire décent disparaissent rapidement.

La jeune génération se trouve devant la perspective des générations « lock-outées » des années 30 : pas de travail, pas de chance de vie normale, service armé au lieu de camps.

Aucune des générations n'a le moindre intérêt au capitalisme. Dans leur mécontentement elles chercheront les solutions les plus radicales, et regarderont en premier lieu vers le mouvement ouvrier pour que celui-ci leur fournisse un programme et une direction.

VII. — La lutte pour le maintien du niveau de vie

Malgré les victoires remportées par les travailleurs dans les récentes luttes grévistes, leur niveau de vie n'a cessé de baisser. Le S.W.P. met en avant le seul programme de lutte efficace contre le fléau de l'inflation. Le pivot de ce programme est la lutte pour l'échelle mobile des salaires. Cette revendication a déjà été soulevée par un certain nombre de syndicats de l'automobile, de la métallurgie, du caoutchouc, et d'autres encore.

Etant donné que les prix inflationnistes nuisent aux standards de vie de toutes les couches de la population qui sont obligées de vivre sur la base d'un revenu tout à fait limité, cette même revendication s'étend à d'autres groupes. Cela s'applique spécialement aux anciens combattants qui reçoivent une indemnité de chômage, poursuivant des études en vertu de la loi dite « GI Bill of Rights », ou qui ont des pensions. En plus de la revendication d'un salaire syndical pour les anciens combattants des catégories ci-dessus, le parti revendique l'échelle mobile des indemnités pour qu'elles puissent faire face à la hausse des prix. Les syndicats et les organisations d'anciens combattants doivent exiger une loi établissant ce principe de l'échelle mobile rétroactivement sur la base des prix existants au moment du vote du « GI Bill ».

Cette revendication s'applique de la même manière aux indemnités de chômage pour tous les travailleurs, ainsi qu'aux pensions pour vieillards, pensions pour les veuves, etc., à la fois à l'échelle des Etats et à l'échelle fédérale.

Aussi longtemps que l'inflation issue de la guerre continuera à faire ses ravages, la revendication de l'échelle mobile des salaires et pensions gardera toute son importance et restera une revendication centrale dans les luttes immédiates.

Le parti préconise les Comités de consommateurs comme un moyen de lutte supplémentaire contre les profiteurs, les spéculateurs, le marché noir, et toute forme de détournement des marchandises rares. De tels Comités, s'ils agissent d'une manière juste peuvent être très efficaces dans la lutte contre les profiteurs et pour cimenter l'alliance entre les travailleurs et les petites gens des villes. Ces comités ne sont jusqu'à présent apparus que sporadiquement et n'ont pas réussi à prendre une ampleur et une influence considérables, sauf dans des cas isolés. Cependant, dans la prochaine période, de tels Comités peuvent jouer un rôle très important, particulièrement dans la lutte contre les grands propriétaires fonciers et les requins des agences immobilières.

Le projet de hausse des loyers, sous prétexte de stimuler un boom dans la construction, provoquera sans aucun doute une indignation et une résistance très fortes. Ces luttes prendront la forme de grève dans le paiement des loyers, de manifestations contre les expulsions, de revendications de logements confortables, etc.

Le parti doit être prêt à provoquer et à donner une expression organisée à ce mouvement de masse. Les locataires doivent être organisés pour résister à l'abolition du contrôle sur les loyers, à la hausse des loyers et aux expulsions. Les syndicats, les anciens combattants et toutes les autres organisations de masse doivent être mobilisées pour soutenir les luttes des locataires.

Pour mettre fin à la crise du logement, nous lançons le mot d'ordre d'un budget immédiat de 18 milliards de dollars pour un programme gouvernemental de logements à bon marché. Dans notre agitation nous opposons cette revendication au budget militaire pour 1947. « NOUS VOULONS DES MAISONS ET NON DES BOMBES ATOMIQUES ».

Une fois que le boom basé sur la spéculation s'effondrera, l'assaut contre le niveau de vie des travailleurs prendra la

forme du chômage, du chômage partiel, de diminutions des salaires, de conditions de travail plus mauvaises, etc. Le parti doit se préparer dès maintenant pour cette prochaine phase des luttes.

Cela placera, au premier rang, notre programme relatif au travail pour tous et à la sécurité du travail pour tous les travailleurs et anciens combattants, et qui est résumé dans les mots d'ordre suivants :

JOURNÉE DE 6 HEURES, SEMAINE DE TRENTE HEURES !

ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL — REDUCTION DES HEURES DE TRAVAIL SANS DIMINUTION DE SALAIRE POUR EMPECHER LE DEBAUCHAGE ET LE CHOMAGE !

GESTION GOUVERNEMENTALE SOUS LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS DES USINES ARRETEES.

INDEMNITE DE CHOMAGE EGALE AU SALAIRE SYNDICAL POUR LES TRAVAILLEURS ET LES ANCIENS COMBATTANTS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHOMAGE.

La lutte pour la défense des intérêts économiques des chômeurs, des anciens combattants, des vieillards et des infirmes, d'autodéfense pour les syndicats eux-mêmes ; d'autre part, c'est la méthode la plus efficace pour défendre les chômeurs.

Dans plusieurs localités, notre parti a participé à des luttes menées contre les taxes lourdes frappant les travailleurs. Le parti doit lutter pour décharger les masses travailleuses du fardeau toujours plus lourd des impôts et pour faire payer les riches qui se sont engraisés durant la guerre.

Il est tout à fait nécessaire de sauvegarder toutes les conquêtes sociales et la législation progressive. Mais il n'est pas suffisant de mener une lutte purement défensive. Notre parti doit mettre en avant d'une manière résolue la revendication d'une législation sociale et presser toutes les organisations de masse des travailleurs pour passer à l'offensive dans ce domaine, et pour combattre pour un large programme de revendications sociales qui doivent être adoptées par les villes, les gouvernements d'Etat et le gouvernement fédéral. Ces revendications doivent comprendre les besoins immédiats des chômeurs, des anciens combattants, des vieillards et des infirmes. Un tel programme audacieux de législation sociale peut servir d'aimant qui attire les couches diverses du mouvement ouvrier organisé et polarise les autres couches opprimées de la population autour des travailleurs.

Le parti doit prendre l'initiative d'appeler le mouvement ouvrier à lutter en masse contre Jim Crow, l'antisémitisme et le fascisme et toute autre expression de la réaction nourrie par les capitalistes.

Dans les luttes qui viennent, les trusts et leurs agents gouvernementaux redoubleront d'efforts pour terroriser les travailleurs, priver les syndicats de leurs droits et paralyser la liberté d'action du mouvement ouvrier. En passant outre aux injonctions de la cour de justice des patrons, les travailleurs de Pittsburg ont transposé dans l'action notre mot d'ordre : « PAS DE RESTRICTION AU DROIT DE GREVE ET DE FORMATION DES PIQUETS ! » — « PAS D'ARBITRAGE OBLIGATOIRE ! ».

Les 15 millions de travailleurs organisés ont des problèmes communs et un seul et unique ennemi de classe. Ils ont besoin dès maintenant d'une large organisation nationale grâce à laquelle ils puissent planifier, coordonner et organiser leurs efforts. Notre parti fut le premier à lancer le mot d'ordre d'un Congrès Uni du Travail, comprenant le C.I.O., l'A.F.L., les Rail-